



L'UE s'inquiète soudain du nombre d'Européens qui combattent en Syrie dans les rangs d'Al-Qaïda

Par [Ghaleb Kandil](#)

Mondialisation.ca, 13 décembre 2013

[Tendances de l'Orient No 164](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Les ministres français et belge de l'Intérieur, Manuel Valls et Joelle Milquet, ont mis en garde, vendredi 6 décembre à Bruxelles, contre le nombre de plus en plus élevés d'Européens qui se rendent en Syrie pour combattre dans les rangs de groupes affiliés à Al-Qaïda. Ils ont estimé que ces jeunes constituent une menace pour les pays de l'Union européenne et leurs alliés américains, canadiens et australiens.

Selon les informations fournies par les deux ministres, entre 1500 et 2000 Européens se sont rendus en Syrie, alors qu'en juin dernier ils étaient 600. Mme Milquet a indiqué que 100 à 150 Belges évoluent dans les rangs de groupes extrémistes. Manuel Valls a parlé de plus de 400 Français qui sont passés par la Syrie, où combattent actuellement 184 de ses concitoyens. Les autres sont revenus en France, où les services de sécurité les traquent. Le ministre a précisé que 14 Français sont morts en combattant en Syrie et une centaine tentent actuellement de gagner ce pays.

Commentant les facilités accordées par les gouvernements des pays de l'UE aux terroristes européens se rendant en Syrie, Manuel Valls a déclaré : « *Lorsque le conflit a éclaté en Syrie, il n'était pas aisé d'agir, car il s'agissait de combattre un régime décrié par tous (en réalité, un régime ciblé par tous les Etats de l'Otan, Israël, les pays du Golfe et la Turquie, des agents de l'Occident), ce qui rendait les critiques difficiles. Les prérogatives du ministre de l'Intérieur se limitaient à critiquer les facilités accordées aux combattants envoyés en Syrie et non pas de prendre des mesures contre eux. La situation aujourd'hui a changé et la plupart de ces combattants ont exprimé leur intention de rejoindre les rangs d'organisations proches d'Al-Qaïda* ».

La situation a certainement changé en Syrie et ce que le ministre n'a pas dit, c'est que l'agression contre la Syrie a échoué. Et les terroristes mobilisés par l'Occident pour détruire l'Etat syrien n'ont pas réussi à battre l'armée et l'Etat syriens. Aujourd'hui, le danger est grand de voir ces terroristes retourner en Europe, pour créer des réseaux d'Al-Qaïda, après avoir acquis l'expérience nécessaire sur le terrain syrien. Ces terroristes sont soutenus par l'Arabie saoudite, l'allié de la France et le client de son président dans des contrats d'armement alléchants. François Hollande et ses ministres doivent assumer la responsabilité de chaque goutte de sang français qui sera versé par les terroristes de retour en France après leur défaite en Syrie.

Manuel Valls a tenté de minimiser le danger que représente ce nouveau terrorisme, soutenu, armé et couvert politiquement par l'Otan. Il a notamment déclaré :« *Aujourd'hui, nous ne notons pas un danger direct ou imminent pour nos deux pays et pour nos intérêts.*

Malgré cela, nous ne devons pas prendre à la légère cette question, car les groupes islamistes combattants se sont renforcés et sont devenus dangereux ».

Le plus important dans tout cela c'est que la France et la Belgique s'emploient à coordonner les opérations à l'intérieur de l'Union européenne pour mettre sur pied une structure commune dédiée à la surveillance et la traque des terroristes rentrés de Syrie. Les deux ministres ont tenu trois réunions avec leurs homologues britannique, allemand, hollandais, espagnol, italien, suédois et danois.

Pourquoi est-ce la France qui a pris en charge cette coordination ? La question se pose tout naturellement. La réponse est que le danger des terroristes rentrés de Syrie nécessite une coordination étroite avec les autorités syriennes dans le domaine des échanges d'informations et de renseignements. Les volontaires occidentaux pour soutenir les « révolutionnaires de l'Otan » évoluent dans des structures nouvelles et organisées, que seul l'Etat syrien connaît pour les avoir combattus ces trois dernières années. Et vu que la France est le pays le plus hostile et extrémiste dans l'alliance anti-syrienne, il est nécessaire de l'aider à rétablir le contact avec l'Etat national syrien, sous le prétexte de la coordination dans la lutte contre le terrorisme.

Ce processus se déroule avec la bénédiction des Etats-Unis, dont le ministre de l'Intérieur a assisté à la réunion élargie de Bruxelles, en présence de représentants du Canada et d'Australie, qui a précédé la rencontre des ministres européens de l'Intérieur. Ce qui donne l'impression que la menace du terrorisme touche tous les pays occidentaux qui ont participé à l'agression contre la Syrie.

Ce n'est plus un secret que de nombreux responsables européens de la lutte anti-terroriste, notamment allemands, sont allés à Damas pour examiner les moyens de coordonner avec les autorités syriennes l'action contre les terroristes. L'Etat syrien a fixé un cadre politique bien défini pour étudier les demandes occidentales. Celui-ci passe par le démantèlement de l'alliance hostile à la Syrie et de la prise de positions claires. Tel est l'obstacle auquel se heurte François Hollande, qui a transformé le gouvernement français en mercenaire travaillant pour le compte de Bandar Ben Sultan. Voilà pourquoi les Etats-Unis tentent de couvrir le retournement de la France en lui confiant un mandat atlantiste pour coordonner les efforts occidentaux de lutte contre le terrorisme.

La France a pris la tête de la campagne de mensonges sur la présence de modérés parmi les terroristes actifs sur le sol syrien, a dépensé de l'argent saoudien et a organisé des transactions d'armes financées par les Saoudiens et les Qataris. Ces armes sont aujourd'hui aux mains des diverses branches d'Al-Qaïda. La France se trouve maintenant confrontée à l'heure de vérité : elle doit régler les factures des mensonges qu'elle a véhiculés pour couvrir son partenariat avec Bandar, les deux Hamad et Erdogan, dans une guerre qui s'est soldée par l'apparition d'une nouvelle génération d'Al-Qaïda, dont les méfaits ne resteront pas confinés au seul territoire syrien.

L'Occident tout entier se trouve à la veille d'une nouvelle ère, où il mendiera les faveurs du président-résistant Bachar al-Assad, le seul capable de fournir des trésors de renseignements pour la lutte contre le terrorisme. Mais cela passe par un prix politique : la fin du soutien à l'agression contre la Syrie.

Celui qui a versé le poison devra l'ingurgiter... telle est la malédiction syrienne.

Ghaleb Kandil
New Orient News (Liban)

Le 9 décembre 2013.

La source originale de cet article est [Tendances de l'Orient No 164](#)
Copyright © [Ghaleb Kandil](#), [Tendances de l'Orient No 164](#), 2013

Articles Par : [Ghaleb Kandil](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca